Déclaration spécifique relative à la protection de la vie privée

Consultation sur les problèmes qui se posent en matière de fiscalité directe lorsque le capital-risque est investi de manière transfrontalière

1. OBJECTIF

La présente consultation a pour objectif de recueillir les avis des parties prenantes et personnes concernées par son sujet, en vue d'une éventuelle publication sur internet, sous la responsabilité du chef de l'unité D.2, Politique et coopération en matière de fiscalité directe, Direction générale Fiscalité et Union douanière, responsable du traitement des données.

Étant donné que cette consultation recueille et traite des données à caractère personnel, elle est régie par le règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil, du 18 décembre 2000, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données.

2. QUELLES DONNEES À CARACTERE PERSONNEL RECUEILLONS-NOUS ET PAR QUELS MOYENS TECHNIQUES?

Nous recueillons et traitons les données à caractère personnel qui sont nécessaires pour participer à la consultation, notamment en vue d'éviter les réponses multiples. Il s'agit notamment des nom et prénom, de la profession, des adresses postale et électronique, ainsi que des numéros de téléphone et de télécopieur. Vos coordonnées ne seront pas utilisées à d'autres fins et seront détruites une fois la consultation close (voir le point 6 ci-dessous).

Les opérations de traitement des données à caractère personnel liées à l'organisation et à la gestion de la consultation sont nécessaires pour les activités de la Commission telles que prévues par les traités.

3. QUI A ACCÈS À VOS DONNÉES ET À QUI SONT-ELLES COMMUNIQUÉES?

Le contenu de votre contribution et votre identité ne seront publiés sur internet que si vous donnez expressément votre accord en cliquant sur "Oui" dans les cases correspondantes du questionnaire. Le responsable du traitement des données se réserve le droit de ne pas publier toutes les contributions. Si votre contribution n'est pas publiée, son contenu sera pris en considération lors de la préparation de la synthèse de toutes les contributions. Vous devez insérer vos observations à ce sujet dans votre réponse ou les envoyer au service chargé de la consultation, dont les coordonnées sont indiquées ci-après.

4. COMMENT VOS DONNÉES SONT-ELLES PROTÉGÉES ET CONSERVÉES?

Vos réponses, rédigées dans la langue de votre choix, seront enregistrées dans une base de données sécurisée et protégée, hébergée par le Centre de données de la Commission européenne, dont le fonctionnement est conforme aux décisions de la Commission en matière de sécurité et aux dispositions prévues par la direction de la sécurité pour ce type de serveurs et de services. Cette base de données n'est pas accessible en dehors de la Commission. Au sein de la Commission, elle n'est accessible qu'avec un nom d'utilisateur et un mot de passe.

5. COMMENT VÉRIFIER, MODIFIER OU SUPPRIMER VOS DONNÉES?

Si vous souhaitez vérifier quelles sont vos données à caractère personnel conservées par le contrôleur responsable ou les faire modifier, corriger ou supprimer, veuillez prendre contact avec celui-ci (voir les coordonnées ci-dessous), en formulant votre demande de manière précise.

6. COMBIEN DE TEMPS VOS DONNÉES SONT-ELLES CONSERVÉES?

Vos données à caractère personnel seront conservées dans la base de données jusqu'à l'analyse complète des réponses reçues. Elles seront rendues anonymes après leur exploitation, et au plus tard un an à compter de la fin de la consultation.

7. CONTACT

Si vous avez des questions relatives à la consultation publique, à une information traitée dans le cadre de cette dernière ou à vos droits, n'hésitez pas à prendre contact avec le service d'aide placé sous la responsabilité du contrôleur et dont les coordonnées sont les suivantes:

Unité D.2: Politique et coopération en matière de fiscalité directe

Tel: +32 2 29 86908 Fax: +32-2-299-80-52

TAXUD-D2-Consultation@ec.europa.eu

8. RECOURS

En cas de litige, les plaintes peuvent être adressées au Contrôleur Européen de la protection des données.